

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

été
09

NE LAISSONS PAS CES CASSEURS REPRENDRE CONFIANCE

ORGANISONS-NOUS POUR LA RENTRÉE !



NPA

JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Imposons-nous dans la rue !

72% des 18-24 ans se sont abstenus aux élections européennes. Comment s'en étonner ? Les partis traditionnels n'ont rien à nous offrir ! Depuis des années, la jeunesse est sur le devant de la scène politique. Pas sur la vieille scène politique des institutions poussées et des politiciens, sur celle des luttes sociales.

Mais nos mobilisations n'ont pas été suffisamment fortes et massives pour faire plier le gouvernement et imposer un changement de politique. Le résultat des européennes montre que nous n'avons pas réussi à lui infliger une claque décisive, et il a pu ainsi regagner une légitimité. Nous sommes toujours en première ligne pour payer les conséquences de la crise.

La victoire électorale de l'UMP (relative : moins de 30% avec moins de 40% de participation) n'est pas une surprise. Depuis plusieurs semaines, la classe dirigeante avait réussi à regagner du terrain sur ses thèmes favoris : le sécuritaire et le racisme. Pour mieux faire oublier les nombreuses luttes, le gouvernement a repris l'initiative sur la vieille méthode du diviser pour mieux régner. Portiques et fouilles à l'entrée des lycées, propagande sur le refus de la Turquie dans l'Europe : l'offensive raciste et sécuritaire a été bien orchestrée.

Pourtant, la classe dirigeante ne connaît pas de frontières quand il s'agit de mener sa politique de casse des acquis sociaux, car c'est

partout en Europe qu'on casse nos droits et nos acquis... Mais c'est aussi partout en Europe que les jeunes et les travailleurs résistent ! Partout en Europe, la gauche traditionnelle se casse la figure, au profit de la droite la plus dure. Mais partout en Europe émerge une génération qui ne veut pas se laisser faire, une génération militante qui refuse le capitalisme et ses crises comme seul horizon. Nos expériences politiques, c'est dans la rue qu'on les a faites, ou dans nos lycées, nos facs, nos boîtes.

Les raisons de lutter seront encore nombreuses à la rentrée, alors organisons nous pour les préparer ! ✪

Bilan de 4 mois de lutte universitaire

Encore raté ! C'est presque ce qu'on aurait envie de se dire après quatre mois de lutte sur les campus universitaires. Et malheureusement, on n'aurait pas tout à fait tort. Car même si la mobilisation a affaibli le gouvernement et l'a obligé à reculer sur quelques aspects des réformes, c'est pour mieux sauver l'essentiel.

Mais heureusement on n'aurait pas tout à fait raison non plus ! Malgré l'absence de victoire, cette mobilisation reste positive, car résister vaut mieux que laisser faire. C'est aussi un mouvement historique. Depuis mai 68, les personnels ne s'étaient pas mobilisés aussi longtemps et aussi massivement. Cela montre que des secteurs qui ne sont pas habituellement parmi les plus combattifs sont aujourd'hui prêts à se mettre en grève pour combattre la politique de Sarkozy.

Alors pourquoi avons-nous perdu ?

Le 2 février, à l'appel de la CNU, l'université devait s'arrêter, entrer en grève active. Mais pour de nombreux enseignants ça voulait dire... Faire cours ! Cela n'a pas permis de dégager du temps pour étendre la grève, une vraie grève où les cours n'ont pas lieu et qui permet de se mobiliser en cassant la routine du quotidien. Nous n'avons pas su fixer des priorités dans la construction de notre lutte : une énergie incroyable a été dépensée pour la ronde des obstinés... C'est-à-dire à tourner en rond ! C'est le meilleur reflet du manque de perspectives que nous avons. Nous n'avons pas réussi à construire un mouvement propre, auto-organisé, des étudiants avec nos propres rythmes et nos propres revendications. Nous ne pouvions dès lors fixer aucune perspective crédible pour permettre à la grève de s'étendre tout en continuant à nous adresser à l'ensemble des étudiants. La coordination nationale étudiante n'a pas su être le moteur national du mouvement et proposer à l'ensemble des étudiants une stratégie victorieuse.

Malgré toutes ses faiblesses, cette lutte laissera sans doute des traces très positives dans la communauté universitaire. Les liens tissés entre les personnels et les étudiants seront autant de points d'appuis pour mieux se coordonner à l'avenir. L'un des enjeux de la fin de l'année est que chaque gréviste tire un bilan global de la mobilisation. Nos adversaires, les présidents de facs, le gouvernement, tirent toujours des bilans. Et ils ne le font pas chacun dans leur coin : ils sont particulièrement organisés ! Nous devons répondre à la hauteur de cet enjeu.

Si nous voulons être en ordre de bataille à la rentrée, nous devons nous organiser collectivement dès maintenant, convoquer des réunions unitaires avec les militants du mouvement pour tirer les bilans. Cet été, pendant les inscriptions des nouveaux étudiants, nous devons tenir des tables, discuter avec chaque personne qui vient à la fac, informer des réformes et des batailles que nous aurons à mener dès la rentrée. C'est dans ce cadre qu'il faudra discuter d'axes de campagnes pour mettre le feu aux facs dès septembre ! ✪

Des attaques cohérentes et coordonnées

Les politiques de l'enseignement supérieur s'inscrivent dans un processus européen ouvert en 1999, à Bologne (Italie). 46 États européens y sont engagés. Officiellement, il vise à harmoniser les systèmes d'enseignement supérieur, pour faciliter la mobilité des étudiants. En réalité, il s'inspire des pires politiques libérales.

Le système ECTS

La première conséquence est la mise en place du système ECTS (littéralement « Système de Transfert de Crédits européen »). Un diplôme correspond à un nombre de crédits, selon le nombre d'heures de cours et de travail personnel nécessaires à la validation d'un enseignement... Chaque université définit, selon ses moyens et ses priorités, le contenu de ses diplômes.

Au lieu de créer un cadre européen du diplôme (même contenu, même intitulé, mêmes modalités d'exams), cela brise tout cadre national. Les diplômes ne sont plus égaux. Chaque étudiant peut même façonner son propre diplôme. Cela ne veut pas dire un meilleur épanouissement pour chacun, mais la concurrence entre tous. Face à un employeur, je ne peux plus dire « j'ai LA licence », comme on dit « j'ai LE bac ».

Je dois décrire ce qu'il y a dedans, les cours que j'ai suivis, le nombre d'années que j'ai mis à l'obtenir, etc.

Autonomie des facs

Chaque université devient autonome. Elle définit ce qu'elle met dans son diplôme. Selon leur qualité, elle recevra (ou non) des financements et elle choisira son public. Cela se traduit par une explosion des frais d'inscription et par des partenariats systématiques avec le privé.

Professionnalisation

La troisième conséquence est la mise en place des licences et master pro. Des diplômes qui préparent à un poste précis, dans une entreprise précise (qui finance en partie la formation, mais économise sur la formation de ses employés)... Et reconnus dans une entreprise précise. Si j'ai une licence « Chargé de compte Crédit Mutuel » ou « Chef de rayon Carrefour » (véridique !), je ne peux pas prétendre à une reconnaissance sur l'ensemble du marché du travail. Si mon entreprise fait faillite, me licencie, ou si j'ai envie de changer, je me serai considéré comme non diplômé. ✪

Extraits de la déclaration de Louvain

Cette année, la sixième conférence du processus de Bologne s'est tenue à Louvain (Belgique). Les ministres ont réaffirmé leur politique. Ils ont insisté sur la nécessaire adaptation des universités aux besoins de l'économie. Trois aspects ont été développés : rendre les universités compétitives, étendre les réformes à l'ensemble du système éducatif et développer la formation « tout au long de la vie ». Le mot revenant toujours est la « flexibilité » de l'enseignement supérieur.

« Pour provoquer le rétablissement économique durable et la croissance, un enseignement supérieur européen dynamique et flexible luttera pour l'innovation. »

« La réforme en cours (...) des systèmes d'enseignement supérieur (...) continuera à être fermement incorporée dans les valeurs européennes d'autonomie institutionnelle. »

« Au cours de la décennie passée nous avons développé le Secteur d'Enseignement supérieur européen (...) caractérisé par la coopération permanente entre gouvernements, institutions d'enseignement supérieur, étudiants, personnel, employeurs et autres parties prenantes. »

« Les efforts pour développer les capitaux propres dans l'enseignement supérieur devraient

être complétés par des actions dans d'autres parties du système éducatif. »

« La formation tout au long de la vie implique (...) l'obtention de nouvelles compétences (...) obtenues par des chemins d'étude flexibles, y compris des études à temps partiel, aussi bien que (...) [l']apprentissage. »

« La mise en oeuvre de politiques de formation tout au long de la vie exige des partenariats forts entre des autorités publiques, des institutions d'enseignement supérieur, des étudiants, des employeurs et des salariés. »

« La réforme sera ainsi un processus (...) menant à (...) des chemins d'enseignement flexibles et façonnés plus individuellement. »

« La concurrence à une échelle globale sera complétée par (...) la coopération fondée sur le partenariat avec d'autres régions du monde, en particulier par l'organisation de Forums de la politique de Bologne, impliquant une variété de parties prenantes. » ✪

http://www.ond.vlaanderen.be/hogeronderwijs/bologna/conference/documents/Leuven_Louvain-la-Neuve_Communicu%C3%A9_April_2009.pdf



Dans une manifestation universitaire en avril 2009 (Photothèque Rouge)



Cortège de Paris 7 en avril 2009 (Photothèque du Mouvement Social)

Contre-sommet à Louvain

Depuis le début de l'année, les facs belges sont mobilisées dans le cadre de la campagne ResPact. Ce collectif large, auquel participent les jeunes anticapitalistes et la Ligue Communiste Révolutionnaire (membre de la Gauche Anticapitaliste Européenne), agit depuis octobre les facs belges. La revendication ? La gratuité des études. Car il faut déboursier entre 6000 et 12 000 euros pour une année d'études.

ResPact avait appelé à protester contre la commercialisation de l'enseignement et le coût des études lors de la tenue du Sommet de Louvain.

Les 28 et 29 avril, les ministres de l'enseignement se sont retrouvés pour évaluer et approfondir le processus de Bologne pour l'enseignement supérieur.

Après avoir tenu un contre-sommet à la fac de Louvain-la-Neuve, 4000 étudiants ont manifesté à Bruxelles pour exiger une réduction du coût des études. Cela faisait depuis 2003 et la guerre en Irak que les facs belges n'avaient pas connu de manifestations d'une telle ampleur. Dans la manif, on chantait « résistance internationale contre l'Europe du capital », résistance matérialisée par la présence de délégations étudiantes de France, du Danemark, d'Italie ou d'Allemagne. Ici et là, des contacts ont été pris et ont permis de prouver que, si les attaques étaient similaires dans toute l'Europe, les résistances voyaient également le jour partout ! ✪

Jeunesse UMP cherche adhérents

« 100% révolutionnaire ! » Ne riez pas, c'est la campagne qu'a menée la jeunesse de l'UMP cette année. Les jeunes sarkozystes n'en sont pas à un détournement de mots près. Cette organisation de jeunesse, plus présente dans les beaux quartiers que dans les lycées pro du 93, s'appelle déjà « Jeunes populaires ». L'objectif pour cette année : faire la propagande du gouvernement dans les « banlieues » et recruter 5000 jeunes en créant l'UMP Campus et l'UMP lycées. Pour rompre avec l'image de jeunes neulleins, une tournée en banlieue a même été organisée, sous couvert d'une campagne, « les Pépites de la République » (qu'est-ce que ça peut bien vouloir dire ?)... Dans laquelle le nom UMP n'apparaissait pas. Car quand ils ont voulu faire un meeting à Montreuil (93) pour les européennes, les jeunes UMP ont dû l'annuler, de peur de se faire un peu trop chahuter par les jeunes de la ville ! Finalement, la banlieue c'est bien, mais il ne faut pas sortir de Neuilly. ✪

La réforme Darcos bientôt prête



Manifestation lycéenne en décembre 2008 (Photothèque du Mouvement Social)

En décembre, le mouvement contre la réforme Darcos a réuni des centaines de milliers de lycéens dans toute la France. Le gouvernement a été obligé de faire machine arrière, avec une promesse : « tous les lycéens seront consultés » courant janvier.

Concertation bidon

La promesse est loin d'être à la hauteur des espérances, pour ceux qui en avaient. Certaines académies n'ont pas été consultées, comme Montpellier. Sur l'académie de Nancy-Metz, plus de 40 % des lycées n'ont pas été consultés ! La consultation s'est organisée selon différents schémas. Certains établissements ont consulté tous les élèves, d'autres les délégués, d'autre encore les CVL, si bien que personne n'a eu la parole à la même échelle. Mais le pire ce sont les pressions exercées par des proviseurs, ou par le recteur directement pour supprimer certains points dans les comptes-rendus des demandes des élèves !

Avant même la remise du rapport Descoings (voir encadré), Xavier Darcos s'est prononcé sur les premières gran-

des lignes de la nouvelle réforme : « De cette collecte extrêmement riche et foisonnante, il ressort que les grandes lignes initialement retenues restent les bonnes : un bloc de savoirs communs, une personnalisation de l'accompagnement des élèves, une organisation d'options un peu souple. »

Le mépris et la répression

Une fois de plus, le ministre nous méprise en laissant entendre qu'il n'avait pas fait fausse route sur la « première réforme » et que nous, lycéens, étions allés dans la rue contre l'intérêt du lycée. Les lycéens s'étaient opposés à ces grandes lignes, mettant l'apprentissage d'options en marge, créant des classes sans spécificités mais avec des diplômes à la carte, sans valeur commune pour aller dans l'enseignement supérieur ou sur le marché du travail. La conséquence est connue : les lycées seront en concurrence et ceux qui attireront le plus d'élèves en garantissant les meilleurs diplômes seront les lycées privés.

La destruction de l'Éducation Natio-

nale s'accompagne d'une politique de criminalisation. La première mesure est d'engager 5000 « médiateurs contre l'absentéisme », pour fliquer les élèves récalcitrant. D'une part on supprime 13 500 postes dans l'Éducation, de l'autre on embauche des personnes (précaires) pour surveiller. Dans cette même optique interviennent d'autres propositions : présence policière dans les établissements, fouilles aux entrées... Plus que jamais, les lycéens sont pris pour cibles et montrés du doigt.

Certes il y a bien un problème de violence aujourd'hui, mais il est n'est pas propre à l'école. Ce phénomène est avant tout social. Les lycéens ne veulent plus de répression. Ces mesures reviennent à considérer chacun comme une menace potentielle.

Nos luttes pour une école gratuite et de qualité ne sont pas terminées. Face à un gouvernement libéral, qui dans les tréfonds de son dogme rêve de briser l'école publique au profit de celle du privée, battons nous pour préserver notre éducation ! ☘

Hirsh nous mène en bateau...

L'apprentissage, la solution au chômage des jeunes et à la précarité ?

En mars, Martin Hirsh, haut commissaire à la jeunesse, a annoncé une série de mesures visant à promouvoir l'apprentissage, présenté comme une solution à l'emploi des jeunes. Le chômage des moins de 26 ans a augmenté de 32% en un an !

1,5 milliards d'euros seraient débloqués pour l'embauche de 100 000 jeunes en contrat d'alternance par les entreprises, pour une durée de deux ans. Autrement dit, on finance des jobs sous payés en prenant dans les caisses de l'État. On trouve plusieurs centaines de milliards d'euros pour sauver les banques et entreprises de la faillite, mais là pas question de prendre sur les profits ! Avec ce type de contrats, l'entreprise est exonérée financièrement et n'aura presque rien à payer. Ce type de mesure doit masquer la vague de licenciements qui touche en particulier les plus jeunes, les intérimaires, les précaires.

L'apprentissage, une solution ?

Selon le gouvernement, ce serait le moyen pour les jeunes d'acquérir une première expérience, afin de faciliter l'insertion professionnelle. Une première expérience, certes, mais les apprentis sont surexploités. Proposer des contrats au rabais, c'est aussi un moyen d'exercer la pression sur l'ensemble des salariés.

Alors quelles solutions ? Pour que les jeunes et l'ensemble des salariés accèdent à une réelle formation qualifiante, il faudrait cesser de dévaloriser les diplômes, qui sont le moyen de négocier son salaire ensuite. Les politiques de « professionnalisation » appliquées depuis des années ne visent qu'à rendre les formations professionnelles moins qualifiantes, tout en dévalorisant les diplômes.

Il restera toujours aussi difficile de trouver un emploi tant que les patrons auront la liberté de licencier, donc de priver d'emploi des millions de salariés ! Plus que jamais, il est urgent d'engager le combat pour des diplômes reconnus nationalement, pour faire interdire les licenciements ainsi que tous les types de contrats précaires. ☘

Bug informatique à la sécu

Un bug du système informatique de la Sécurité sociale a conduit à verser des trimestres gratuits d'Assurance vieillesse à plus de 8 millions de salariés, soit quelques 2,5 milliards d'euros. Une « erreur d'arrondi » dans les calculs qui aura durée 25 ans !

Quand l'UMP se félicite, c'est qu'il y a un problème

On aurait pu croire, en lisant distraitement le rapport Descoings sur l'avenir du lycée, qu'il remettait en cause la réforme Darcos. En fait, il ne fait qu'en confirmer l'esprit : mettre le lycée au service du patronat. Et c'est l'UMP qui le dit dans un communiqué : « L'ensemble des propositions exposées ce matin par Mr Richard Descoings (...) agissent ensemble dans une même direction : une orientation des élèves largement améliorée et une adaptation de la formation à l'offre de travail existante. » Si le contenu des diplômes ressemble à l'offre de travail existante, on aura raison de dire qu'ils veulent des diplômes complètement vides !

Bande de jeunes toi-même !

La recette est simple et fonctionne à chaque élection : prenez un fait-divers un peu glauque, saupoudrez d'agitation médiatique, beuglez à tue-tête que c'est ignoble, inacceptable, laissez reposer quelques jours le temps de permettre aux socialistes de réagir ; durant cette période veillez cependant à entretenir la pression médiatique aux moyens de déclarations régulières. Quand tout est bien chaud proposez une loi bidon pour régler ce prétendu problème. Vous obtiendrez sans faillir une magnifique remontée dans les sondages de l'UMP. Durant la dernière campagne c'est Estrosi qui s'est collé aux fourneaux, nous mijotant ainsi une superbe loi anti-jeune, c'est bien

pour éviter de parler des vraies questions que l'UMP nous a encore une fois rejoué la carte de l'insécurité et de la violence.

Début mai, on assiste dans les médias à une augmentation du nombre de reportages sur des affrontements entre jeunes dans les quartiers et sur les violences dans les bahuts. Après recherche, il n'y a à cette période aucune augmentation du nombre d'événement de ce genre. Mais il s'agit bel et bien d'un effet loupe effectué par la presse. Le 26 mai, Estrosi, conseiller spécial de Sarkozy et maire de Nice propose un projet de loi pour lutter contre les bandes organisées et les cagoules. Le 28 mai,

surprise, Sarko présente son projet de lutte contre l'insécurité. Dans les jours qui suivent les socialos jouent à votera-votera pas la proposition de loi, sur le thème il faut être réaliste et lutter efficacement contre la délinquance. Le 7 juin, re-surprise, l'UMP apparaît comme la première force politique en France.

Ils ont beau nous prendre pour des cons, la stratégie est assez claire, pour ne pas dire grossière. Le fond de commerce électoral de la droite reste l'insécurité et leur pseudo légitimité ne repose que sur leurs capacités à faire peur à la population. Car quand on a peur, on n'a pas l'esprit à contester, à se mobiliser ensemble. Pour eux, il

vaut mieux parler de l'« insécurité » liée à des violences isolées que de l'insécurité sociale, liée aux licenciements et à la casse du service public. Il vaut mieux mettre des flics dans les bahuts, que dire que la réforme du lycée va s'appliquer dans 123 établissements à la rentrée et que le gouvernement supprime des milliers de postes de profs. Sarkozy et son gouvernement commencent par casser le système scolaire, et ils continuent en disant que les jeunes sont tous des délinquants, des suspects qu'il faut surveiller et punir ! Dans les quartiers populaires, la police, les services fiscaux et les douanes devront lutter contre les « trafics criminels » et « détectant les signes extérieurs

de richesse » ! Dès aujourd'hui on peut faciliter le travail des flics, car des personnes ayant des signes extérieurs de richesses et qui se livrent à des activités criminelles, nous on en connaît : les patrons des grandes entreprises qui s'octroient des salaires astronomiques et licencient les salariés !

Pourtant, si Sarko et sa bande s'attaquent aux jeunes, c'est bien que nous leur faisons peur ! Rappelons nous, au mois de décembre comment la trouille de nous voir imiter les Grecs les a forcés à reculer. Ce que nous avons fait en décembre, nous saurons le faire de nouveau mais pour ça nous devons organiser nos bandes pour lutter !

26^e RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES

Les rencontres internationales de jeunes ont lieu chaque été, la dernière semaine de juillet. Elles sont organisées par la Quatrième Internationale, regroupement de partis anticapitalistes et révolutionnaires dans plus de 40 pays dans le monde. Le NPA est internationaliste. Il entretient donc des relations avec une organisation comme la « Quatre » et ses membres. Le camp fait parti de ces échéances de rencontre, où l'internationalisme devient vivant.

C'est l'occasion de prendre le temps de discuter de nombreuses questions. On y parle de thèmes que nous abordons tout au long de l'année, comme les réformes du code du travail, de l'éducation, les lois sécuritaires ou racistes. C'est l'occasion d'approfondir ces questions, mais aussi de se rendre compte que ce qui se fait chez nous existe aussi ailleurs. C'est le moment privilégié pour comprendre ce qui nous attend, mais aussi pour apprendre des luttes menées ailleurs.

Mais les RIJ sont aussi l'occasion d'aborder des thématiques que nous n'avons pas toujours le temps d'approfondir le reste de l'année, comme la situation dans différents pays dominés par l'impérialisme, les luttes écologiques, les batailles contre l'oppression des femmes ou l'homophobie...

C'est enfin le temps d'une réflexion sur notre stratégie politique, de se former sur la théorie, l'économie, l'histoire des mouvements révolutionnaires... Le tout dans un cadre qui permet le débat et l'échange, malgré la barrière de la langue. Entre un atelier et une réunion, rien n'empêche d'aller continuer la discussion au bar, près des tentes ou, le soir dans la discothèque ! Car les RIJ restent un événement festif, cette année sous le soleil de Grèce.

Dans ce camp autogéré (les tâches comme le nettoyage, la traduction, la sécurité ou le bar sont assurées par les participants), nous essayons de faire vivre ce pour quoi nous luttons

au quotidien : la solidarité, le partage, la lutte contre les inégalités et les oppressions.

Contactez nous directement pour plus d'infos pratiques ! ✳



> Programme

Chaque jour, des réunions de délégations pour discuter entre militants de chaque pays (bilans de l'année, préparation de la rentrée...), des réunions inter-délégation pour mieux apprendre sur la situation d'un pays précis et des réunions dans les espaces femmes et LGBTI pour échanger sur nos expériences militantes.

Et bien sûr, le bar et la discothèque, ouverts jusqu'à 2h chaque soir !

Samedi 25 juillet

21h30-22h15 : meeting d'ouverture, « Ce n'est pas à nous de payer la crise ! » (Situation politique en Grèce, présentation du camp)

Dimanche 26

10h-11h : Forum, La crise du capitalisme, aspects économique et écologique

11h-12h30 : Ateliers sur l'écologie

Les sources alternatives d'énergie
Le développement durable et le capitalisme vert
La stratégie zéro déchet
Le climat : comment ça marche et comment ça change ?
Consumérisme : des solutions individuelles ?
Les camps contre le changement climatique : expériences du Danemark, d'Angleterre et d'Allemagne
Crise écologique : les réponses autoritaires des gouvernements
Energie nucléaire : une solution à la crise énergétique ?
Syndicats et lutte contre le changement climatique

14h30-16h : Ateliers sur le capitalisme et la crise

Les politiques racistes pendant la crise
Les organisations du mouvement ouvrier dans la crise
Le capitalisme et la santé mentale
La crise et les attaques contre les droits des travailleurs
La réponse socialiste à la crise
La crise de 1929
Attaque contre droits démocratiques et répression contre jeune
Flicage de la population par l'État
L'Europe de l'est et la crise
Les politiques de l'Union européenne face à la crise
La crise, les crises : crise du système, crise révolutionnaire
Les occupation d'usines

17h-18h30 : Formation sur l'analyse marxiste des crises et du capitalisme

Lundi 27

10h-11h : Forum, Impérialisme vs. Internationalisme (La politique d'immigration de l'Union européenne ; solidarité avec la Palestine ; 60 ans de l'OTAN)

11h-12h30 : Formation sur l'impérialisme et l'internationalisme

14h30-16h : Ateliers sur l'internationalisme

Guadeloupe- Martinique
Situation en Amérique Latine (Bolivie, Venezuela)
Macédoine Kosovo Balkans
Chypre et Turquie
Pays Basque
Gaza
USA et Obama
Guerre en Géorgie
Philippines
Die Linke et Parti de Gauche
Situation en Inde et au Népal : le maoïsme

21h30-22h15 : Meeting de solidarité internationale

Mardi 28

10h-11h : Forum, sur le féminisme (les femmes dans la crise ; auto-organisation des femmes ; les violences faites aux femmes)

11h-12h30 : Formation sur le changement climatique et l'écologie

14h30-16h : Ateliers sur le féminisme
Racisme sexisme et homophobie dans la gauche
Les politiques racistes au nom de la sécurité des femmes
Auto-organisation des femmes et séparation
Les femmes dans les luttes

Médias, sexualité et femme
Les différents courants féministes
Quelle stratégie pour la libération des femmes ?
L'avortement
Le féminisme en pratique dans les organisations

21h30-22h15 : Meeting féministe

22h30-2h : Fête femme

Mercredi 29

10h-11h : Forum, sur les LGBTI (la lutte pour l'égalité des droits (mariage) ; une stratégie radicale pour les luttes LGBT ; les trans)

11h-12h30 : Formation sur l'oppression patriarcale, l'origine de la famille et l'oppression du système

Après-midi : excursion

17h-18h30 : Ateliers LGBTI
Église et genre
Les droits de LGBT
Es-tu né gay ?
Rôles sociaux et sexualité
Les racines de l'oppression sexuelle
La famille capitaliste
La théorie Queer
Education et sexualité

21h30-22h15 : Meeting LGBTI

22h30-2h : Fête LGBTI

Jeudi 30

10h-11h : Forum, sur les jeunes et les mouvements sociaux (lutte pour les services publics dans l'État espagnol ; la révolte en Grèce ; le G8 en Italie)

11h-12h30 : Formation sur les jeunes et la lutte des classes

14h30-16h : Ateliers sur les mouvements sociaux

Développement de l'extrême droite en Europe
Structuration des mouvements étudiants
Dix ans de luttes contre le processus de Bologne
Notre réponse sur la drogue
L'euthanasie
La révolte en Grèce
Histoire des syndicats
Football et lutte de classe
Révolte des prisonniers en Grèce
Jeunes travailleurs précaires
Mouvements urbains

21h30-22h15 : Meeting - Construire des nouveaux partis pour changer le monde !

Vendredi 31

10h-11h : Formation sur la stratégie, le parti et les mouvements

11h-12h30 : Ateliers sur la stratégie
Changer le monde sans prendre le pouvoir ?
Marxisme et anarchisme
Le rôle de la classe ouvrière
Le programme de transition
Les révolutionnaires face aux élections
Relation avec le réformisme : le front unique ouvrier
Rosa Luxembourg : grève de masse
Trotsky pour débutant (la révolution permanente)
71ans de la Quatrième Internationale
Lénine : l'État et la révolution
Le front populaire et l'opposition de gauche
Différentes expériences dans la construction de nouveaux partis anticapitalistes

18h30-20h : Meeting de clôture

Contre la droite et l'ordre moral
Autonomie et liberté sexuelle !

Comme chaque année, les mois de mai juin sont ponctués par les différentes marches de fiertés lesbiennes, gay, bi, trans et intersexe (LGBTI), rassemblant toujours plus de monde dans un grand nombre de villes et de pays différents.

L'utilisation de la fierté comme arme politique, contre la honte et les discriminations, prend son origine dans un combat central de la lutte LGBT : les émeutes de Stonewall en 1969. Après une énième descente de police dans ce bar gay new-yorkais, la population homosexuelle du quartier n'avait pas hésité à se confronter à la police, remettant en cause une oppression insoutenable. Au cours des années post-68, le mouvement LGBT se développe, et fait de son combat une lutte plus générale contre un système oppresseur. Le Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire est créé en 1971 et met ainsi en lumière le lien qui unit la lutte homosexuelle à celle de tous les autres opprimés. Quarante après, si la situation a évolué, c'est uniquement grâce à ces luttes, et non pas à une « évolution naturelle » des mentalités comme le prétendent certains. Mais l'égalité des droits n'a toujours pas été obtenue, l'homophobie et l'oppression au quotidien persistent. Il n'est pas possible de vivre librement sa sexualité, sans contraintes ni discriminations, dans la famille, à l'école, sur son lieu de travail... Avec la précarité et les bas salaires, les jeunes restent de plus en plus longtemps chez leur parents. Ça veut souvent dire renoncer à une vie sexuelle libre, surtout quand on n'est pas hétéro ! Il faut une allocation d'autonomie pour que tous les jeunes puissent vivre librement, sans dépendre de leur famille.

La marche des fiertés prouve que la lutte continue. Nous la mener au quotidien pour imposer nos revendications (égalité des droits, droit d'asiles pour les personnes LGBTI persécutées, droit à disposer de son corps) et prouver qu'il existe une résistance de plus en plus forte à l'ordre moral et à toutes les oppressions ! ✳